

LA CRISE

N°45, Septembre 2019

ISSN 2563-9234 – Montréal – Centre d'études sur l'intégration et la mondialisation (CEIM), UQAM

Lettre plus ou moins trimestrielle, gratuite et sans abonnement !

L'APRES-GUERRE EST VRAIMENT FINI... mais l'avant-guerre n'a pas nécessairement commencé !

Résumé : L'ordre mondial issu de la Deuxième Guerre mondiale se lézarde. Si l'hégémonie américaine persiste encore sous ses formes militaire et monétaire, la domination technologique américaine n'est plus ce qu'elle était. L'unilatéralisme sauvage de Trump, face à des défis mondiaux qui supposent plus de gouvernance mondiale sur plusieurs dossiers clefs (climat, commerce, monnaie...) pose de redoutables défis à la communauté internationale. Sans un multilatéralisme renouvelé il sera impossible de refonder un ordre mondial positif : tout l'enjeu est de savoir si la communauté internationale est capable de réaménager la globalisation ou bien si on se dirige vers une déglobalisation conflictuelle, alternative que j'envisageais déjà il y a sept ans dans des scénarios proposés dans cette chronique.



Hiroshima : l'apocalypse et le renouveau (Photo J.R. 4 /04 / 2019)

1. La dislocation trumpienne : la fin de l'ordre ancien	p.3
1.1. Les nouveaux rapports de force technologiques et économiques	p.3
1.2. La dislocation institutionnelle	p.8
2. Vers un nouvel ordre international : avec ou sans Thucydide ?	p.14
2.1. L'imbroglio des enjeux, défis et contraintes d'un nouvel ordre international	p.14
2.2. Globalisation revisitée ou déglobalisation conflictuelle : retour sur scénarios.	p.18
Annexe : Reprise de LA CRISE N°20, 2012, Cinq scénarios de crise	p.21

Il est possible, sinon probable, que Trump se pense comme un acteur de l'Histoire, mais peut-être n'en sera-t-il retenu que comme l'instrument inconscient qui aura clôturé une période historique commencée au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale. Il est certes vrai que la périodisation historique est une entreprise intellectuelle hasardeuse : si on a pu croire que l'Après-guerre s'était terminé en 1989 avec la chute du mur de Berlin... finalement il n'en a rien été car ce fut ensuite *business as usual*, dans l'illusion euphorique d'un triomphe définitif du capitalisme et de la démocratie ! Et c'est possiblement l'élection de Trump en 2016 (année du référendum sur le Brexit aussi) qui constituera la bonne charnière quant à la fin de l'Après-guerre, même si on ne le saura vraiment que dans quelques décennies.

L'Après-guerre c'était quoi ? C'était la domination de l'Empire américain et de son dollar, la construction européenne sous bienveillance américaine, la gouvernance multilatérale à travers des institutions internationales, l'aide au développement *via* des mécanismes appropriés, la certitude d'une meilleure performance des régimes démocratiques, le triomphe du libéralisme, le relatif effacement des Etats face à des marchés supposés encadrés par les lois immanentes de la concurrence. Certes, aujourd'hui rien de tout cela n'est encore définitivement effacé mais déjà plus ou moins fortement contesté selon les items considérés. Le dollar creuse sa tombe en en faisant trop avec l'extraterritorialité impériale de la législation américaine ; la construction européenne est à bout de souffle entre Brexit et autres forces centrifuges et une relance européenne ne peut se concevoir qu'en rivalité avec les Etats-Unis ; l'OMC est en perdition et les régimes multilatéraux d'aide au développement inadaptés face à des grands pays très hétérogènes quant à leur niveau de développement ; le libéralisme est contesté et les Etats sont inévitablement de retour, confrontés aux multiples imperfections des marchés (financiers notamment). Le paradoxe trumpien n'est-il pas qu'un entrepreneur, homme du privé par excellence, remette le régalien sur le devant de la scène, à travers ses politiques commerciales ou migratoires ? Mais le problème avec Trump est que s'il a de bonnes intuitions quant aux thématiques électoralement porteuses, il n'a que de mauvaises solutions faute d'une compréhension satisfaisante des phénomènes qu'il prétend réguler. Dans le meilleur des cas il finira tel un Don Quichotte pourfendant ses moulins à vent, dans le pire des cas il pourrait mettre la planète à feu et à sang... à l'insu de son plein gré !

Mais si l'Après-guerre est fini, qu'est-ce qui vient après ? Excellente question, à laquelle aucune réponse ne s'impose avec force. D'aucuns, convoquant Thucydide comme grand témoin au tribunal de l'Histoire, voudraient que la rivalité entre les Etats-Unis et la Chine nous fasse revivre la guerre entre Athènes et Sparte. Certes, il est vrai que les *remake* de la Guerre du Péloponnèse constituent une valeur sûre de l'Histoire passée, mais rien n'est plus hypothétique que ce parallélisme primaire pour imaginer l'Histoire à venir. *A priori*, les voies de l'Histoire sont impénétrables ! Raison de plus pour exercer notre sagacité en nous penchant successivement :

- sur la nature de la dislocation de l'ordre post Deuxième Guerre mondiale dans ses différentes dimensions, technologiques, économiques, monétaires et commerciales qui n'évoluent pas toutes au même rythme ;
- sur les perspectives pacifiques ou conflictuelles de reconstruction d'un nouvel ordre international.

1. La dislocation trumpienne : la fin de l'ordre ancien.

L'ordre international issu de la Deuxième Guerre mondiale, marqué par une large domination américaine, s'est progressivement lézardé au fil des décennies, tout en restant debout dans ses grandes structures. En dépit de quelques déboires dans la rivalité spatiale avec l'URSS, en dépit de l'aveu en août 1971 de l'incapacité de maintenir la convertibilité or du dollar qui lui assurait une aura indiscutable, en dépit de la contestation de la domination mondiale de l'industrie américaine par des concurrents européens ou asiatiques, en dépit d'un échec militaire au Vietnam, les Etats-Unis sont restés indiscutablement la première puissance économique et militaire au monde. Sans en dresser un tableau idyllique, les grandes institutions internationales mises en place au sortir de la guerre (ONU, FMI, GATT puis OMC), en énonçant des principes généraux directement inspirés de la vision américaine des relations internationales mais en les appliquant avec souplesse, ont permis de gérer les relations internationales dans des conditions acceptables. Mais, malgré la divine surprise d'un effondrement brutal du système soviétique, la puissance américaine s'est effritée lentement mais sûrement, avec la montée en puissance économique de l'Europe intégrée et surtout l'émergence multidimensionnelle de la Chine qui font que de plus en plus les Etats-Unis étalent leurs limites, à travers des déficits colossaux et désormais avec les actions tous azimuts agressives et désordonnées de Trump (guerres commerciales, menaces de guerre monétaire) qui sont plus synonymes de faiblesse que de force. Cette faiblesse des Etats-Unis, certes relative, est tout particulièrement visible à travers la fin de leur domination technologique sans partage mais aussi avec la fin de l'ordre institutionnel qu'ils avaient imposé au sortir de la Guerre et qu'ils sont aujourd'hui en train de saper eux-mêmes, consciemment (commerce) ou inconsciemment (monnaie).

1.1. Les nouveaux rapports de force technologiques et économiques

L'état des lieux de la technologie mondiale tend à dessiner un monde multipolaire voire bipolaire beaucoup plus qu'un monde dominé par les Etats-Unis. Suivant les secteurs considérés, la contestation du leadership américain ne vient pas du même pays ou de la même zone, mais globalement la prééminence des Etats-Unis ne va plus de soi et la montée en puissance de la Chine constitue un fait majeur :

- en matière **aéronautique** la production mondiale est dominée par le duopole Boeing / Airbus. Les dernières péripéties illustrent bien la position inconfortable de Boeing avec l'énorme accident industriel du 737 Max, auquel se surajoutent les difficultés liées à la motorisation du 787 Dreamliner (moteurs Trent 1000 de Rolls Royce), tandis qu'Airbus élargit sa gamme avec l'absorption de l'activité aéronautique de Bombardier (Cseries devenant A220). Ce duopole, qui tourne, provisoirement au moins, à l'avantage d'Airbus, pourrait toutefois être menacé à terme par les productions chinoises, mais on n'en est pas encore là, au vu du démarrage très poussif du Comac C919 (monocouloir du type A320) dont la certification par les autorités chinoises n'interviendra pas avant 2021 au plus tôt, soit 4 ans après le premier vol.

- en matière **spatiale**, les compétences sont de plus en plus répandues. Au duo d'origine USA / URSS-Russie est venue s'ajouter l'Europe depuis plusieurs décennies (programmes Ariane et base de Kourou), puis aujourd'hui la Chine, le Japon et l'Inde comme autant de pays capables de monter des programmes complexes telles que des opérations lunaires. Après la Lune, la focalisation actuelle sur la conquête de Mars représente le nouveau défi qui consacrera le prochain leader : pas certain que ce soit les Etats-Unis... dont il ne faut pas oublier qu'ils sont actuellement tributaires des vaisseaux russes Soyouz pour rejoindre la station orbitale internationale. Mais leur maîtrise de plus en plus affirmée des lanceurs réutilisables pourrait à terme leur assurer un avantage certain.

- en matière de **télécommunications, informatique et intelligence artificielle** (les trois dossiers étant fortement liés) la compétition est totale entre les Etats-Unis et la Chine. La domination des GAFAM illustre bien la capacité des firmes américaines à mettre en œuvre et à tirer profit sur une large échelle des technologies disponibles. Toutefois l'avance chinoise sur la 5G et les péripéties des manœuvres de retardement que les Etats-Unis s'évertuent à imposer à Huawei illustrent bien que l'avenir est ouvert, d'autant plus que la Chine dispose d'une arme redoutable avec un quasi-monopole *de facto* sur les terres rares dont ces industries sont particulièrement friandes. Quant à l'Europe... elle est aux abonnés absents, révélant ainsi une redoutable faiblesse qui va se confirmer avec les biotechnologies.

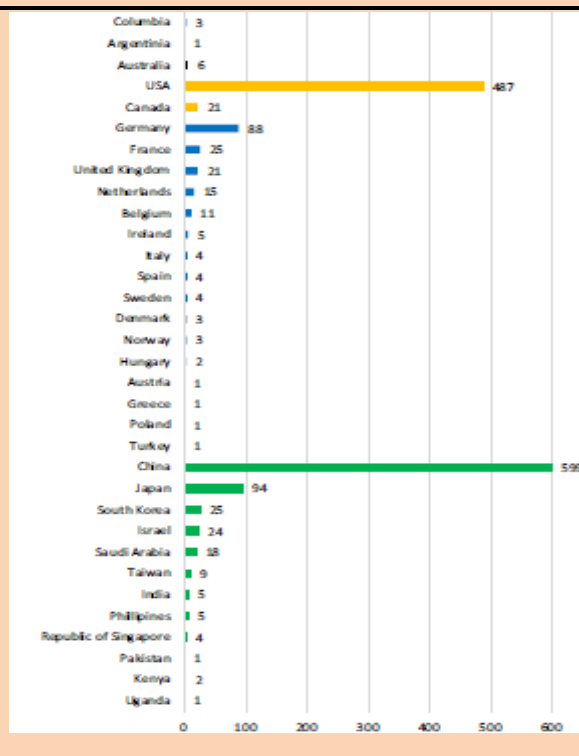
- les **biotechnologies** constituent un dossier essentiel qui conditionne l'avenir de nombreux secteurs et en particulier de la santé, de l'agriculture et de l'alimentation. Ces biotechnologies ont connu dans les dernières décennies (et tout particulièrement dans la décennie en cours) des développements décisifs : les vieux OGM de la transgénèse n'étaient qu'un prélude aux nouvelles méthodes d'édition génomique (*genome editing*) fondées sur la mutagenèse ciblée dont la technologie CRISPR constitue une avancée décisive. L'Encadré N°1 en page suivante (*Biotechnologies : domination sino-américaine et éviction de l'Europe*) donne une idée précise des rapports de force à travers deux indicateurs : les publications dans les revues scientifiques sur les 20 dernières années et les brevets sur la technologie CRISPR depuis sa mise en œuvre en 2012. Sur ces deux critères, la Chine et les Etats-Unis font quasiment jeu égal avec respectivement 599 et 487 publications sur les biotechnologies agricoles, et 847 et 833 brevets sur le CRISPR. L'Europe, victime de ses ONG écolobscurantistes anti-science, est très loin derrière : 88 publications pour l'Allemagne, 25 pour la France, 188 brevets pour l'ensemble de l'Europe. Il ne fait pas bon être biologiste en Europe et les chercheurs et les développeurs les plus prometteurs n'ont d'autre choix que de rejoindre des institutions américaines pour échapper à l'Inquisition obscurantiste.

Finalement, on peut retenir de ce bref survol technologique que la domination américaine n'est plus sans partage, que la rivalité sino-américaine s'appuie sur de solides bases scientifiques et technologiques des deux pays, plus ou moins différenciées selon les secteurs. Quant à l'Europe, mis à part son dynamisme aéronautique, elle est largement distancée voire inexistante.

Encadré N°1

Biotechnologies : domination sino-américaine et éviction de l'Europe

1. Les publications de recherches



Publications scientifiques sur les biotechnologies agricoles (Période Janvier 1996 – Mai 2018)

Sur un total de 1328 publications, l'auteur principal est chinois pour 599, américain pour 487, Japonais pour 94, Allemand pour 88, Français pour 25...

Source : [Modrzejewski D., Hartung F., Sprink T., Krause D., Kohl C., Wilhelm R.\(2019\) What is the available evidence for the range of applications of genome-editing as a new tool for plant trait modification and the potential occurrence of associated off-target effects: a systematic map, *Environ Evid* \(2019\)](#)

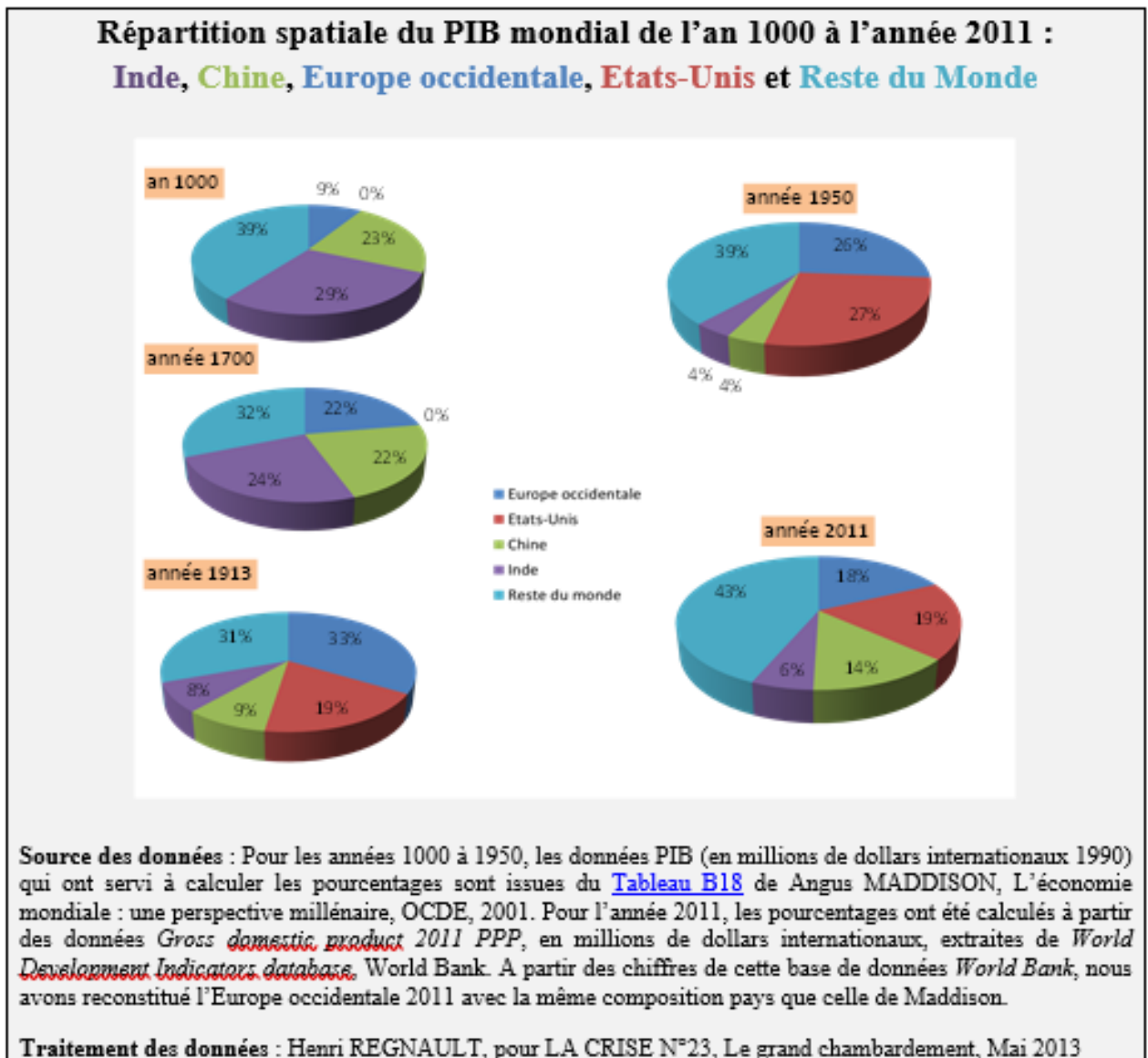
2. Les brevets sur la technologie CRISPR.

La biotechnologie CRISPR, dite du ciseau génétique, a été inventée en 2012 ([en savoir plus sur CRISPR](#)). Le tableau ci-dessous recense les brevets relatifs à cette technique déposés jusqu'à fin novembre 2018, soit plus de 2000. Chine et Etats-Unis, à égalité, comptabilisent plus de 80% de ces brevets! L'Europe n'atteint pas les 10%.

Pays ou zone	Chine	Etats-Unis	Europe	Reste du Monde	Total
Domaine d'application					
Brevets généraux sur la technique	306	479	91	89	965
Brevets médicaux	207	244	55	54	560
Brevets industriels	75	49	24	22	170
Brevets agriculture, élevage, pisciculture	259	61	18	18	356
Total	847	833	188	183	2051
%	41,3%	40,6%	9,2%	8,9%	100%

Source: Tableau réalisé à partir des données rapportées par: [Jacqueline Martin-Laffon, Marcel Kuntz and Agnès E. Ricroch, Worldwide CRISPR patent landscape shows strong geographical biases Nature Biotechnology | VOL 37 | JUNE 2019 | 601–621 | www.nature.com](#)

La domination technologique des Etats-Unis s'est érodée sur plusieurs décennies, selon une temporalité longue de tectonique des plaques dans laquelle l'actuel Président Trump n'est pas pour grand-chose : il hérite d'un long déclin relatif de son pays, il n'en est pas la cause et son élection peut même être lue comme un résultat de ce déclin qui exacerbe le populisme des « petits Blancs ». Quant au principal rival des Etats-Unis, en l'occurrence la Chine, il ne fait finalement que retrouver sa place historique dans l'économie mondiale, comme en témoigne le graphique ci-dessous que nous avons élaboré en 2013 pour [LA CRISE N°23](#), *Le grand chambardement*.



En matière de poids économique relatifs des grands pays ou zones mondiales, les choses évoluent donc au rythme lent d'une dérive des continents qui renforce l'Asie, affaiblit l'Amérique et encore plus une Europe qui souffre du handicap d'hétérogénéité de commandement inhérent à son histoire et à son architecture institutionnelle. Ainsi d'un point de vue technologique et économique, l'ordre ancien issu de la dernière Guerre mondiale s'est délité lentement plus qu'il ne s'est disloqué brutalement, ce qui n'est guère surprenant.

1.2. La dislocation institutionnelle

Par contre en matière institutionnelle les réalités évoluent sur des temporalités beaucoup plus courtes et il pourrait sembler paradoxal à première vue de constater que le promoteur de l'ordre institutionnel post-Deuxième Guerre mondiale en est aujourd'hui le principal dynamiteur : on peut véritablement parler d'une dislocation trumpienne de l'ordre international, en particulier en matière de commerce international, même si l'ordre monétaire international peut sembler plus stable... mais pour combien de temps encore ! Toutefois, le paradoxe n'est peut-être qu'apparent : la dislocation institutionnelle n'est-elle pas la réponse des Etats-Unis à leur déclin économique ? Restera à savoir si c'est la bonne réponse ou si ce n'est qu'un acte de désespoir !

Le dossier monétaire international peut sembler n'avoir connu aucun évènement fondamental depuis le 15 août 1971, jour où Nixon a annoncé la fin de la convertibilité du dollar en or. Certes, cette convertibilité était limitée aux seuls Etats qui pouvaient réclamer aux Etats-Unis de l'or en contrepartie de leurs excédents de balance de paiements en dollar : la France du Général de Gaulle notamment ne s'en est pas privée. Les Etats-Unis voyaient fondre comme neige au soleil leur stock d'or, passant de 20.000 tonnes au sortir de la guerre à 8.000 tonnes à la fin des années 60, comme en témoignent en page suivante les données de l'Encadré N°2, *Les réserves des Banques centrales*. Dès lors, au régime de changes fixes articulé autour d'un dollar rattaché à l'or par une parité donnée (35\$ l'once d'or) et encadré par le FMI pour les mouvements de parité (dévaluation et réévaluation) s'est substitué (non sans péripéties) un régime de changes flottants, les parités fluctuant librement au jour le jour sur les marchés des changes. Le seul évènement monétaire international important depuis cette révolution des années 70 a été la création de l'Euro qui a permis une petite diversification des réserves en devises des différentes Banques centrales, toutefois restée modeste, culminant à 20%. Le graphique de l'Encadré N°2, repris du site du FMI, indique les parts au 1^{er} trimestre 2019 des différentes monnaies dans les réserves des Banques centrales, soit 62% pour le dollar, 20% pour l'Euro, 5% pour le Yen, 4,5% pour la Livre sterling, et *peanuts* pour les autres. Si l'on tient compte du fait qu'avant l'Euro, le Deutschemark et le Franc français figuraient dans cette panoplie on voit que la création de l'Euro n'a pas renversé la table ! Et l'Euro en tant que monnaie de transaction du commerce international reste très secondaire en dehors de la zone Euro elle-même. De plus, des secteurs clefs comme les hydrocarbures et l'aéronautique ne facturent qu'en dollars, y compris pour ce qui concerne les firmes européennes.

A partir de 1971, on a fait semblant de considérer que l'or n'avait plus de rôle à jouer dans le système monétaire international. Mais depuis quelques années, il faut bien distinguer entre les paroles et les actes ! J'écrivais il y a deux ans dans le N°38 de cette chronique : *Quant à un retour à l'étalon or, sous une forme ou une autre, les responsables économiques et monétaires de par le monde écrivent doctement de leur main droite qu'un tel retour est inenvisageable, tandis que leur main gauche s'emploie à organiser le rapatriement de leur or*

Encadré N°2.

Les réserves des Banques centrales

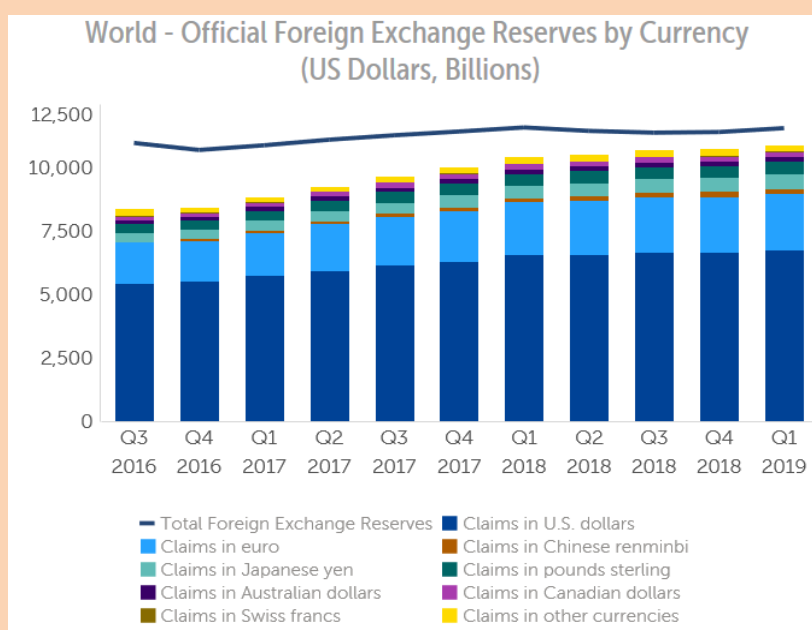
1. Les stocks d'or (Top 25)

Source : FMI, Juillet 2019

#	pays	tonnes	var 1 mois	var 12 mois	var année	date
1	United States	8,133.5	-	-	-	2019-06-30
2	Germany	3,366.8	-1.2	-3.1	-3.0	2019-06-30
3	IMF	2,814.1	-	-	-	2019-06-30
4	Italy	2,451.9	-	-	-	2019-06-30
5	France	2,436.1	0.0	0.0	0.0	2019-06-30
6	Russian Federation	2,207.0	16.9	263.0	94.0	2019-06-30
7	China	1,926.6	10.3	84.0	74.0	2019-06-30
8	Switzerland	1,040.0	-	-	-	2019-05-31
9	Japan	765.2	-	-	-	2019-06-30
10	India	618.2	-	56.3	17.7	2019-05-31
11	Netherlands	612.5	-	-	-	2019-06-30
12	Turkey	506.9	8.3	-61.1	18.7	2019-06-30
13	ECB	504.8	-	-	-	2019-06-30
14	Taiwan	423.6	-	-	-	2019-05-31
15	Portugal	382.5	-	0.0	0.0	2019-06-30
16	Kazakhstan	375.4	4.5	53.7	24.9	2019-06-30
17	Uzbekistan	362.4	7.5	25.5	7.2	2019-05-31
18	Saudi Arabia	323.1	-	-	-	2019-05-31
19	United Kingdom	310.3	-	-	-	2019-06-30
20	Lebanon	286.8	-	-	-	2019-06-30
21	Spain	281.6	-	-	-	2019-06-30
22	Austria	280.0	-	-	-	2019-06-30
23	Poland	228.2	94.9	125.2	99.5	2019-06-30
24	Belgium	227.4	-	-	-	2019-06-30
25	Philippines	197.9	-	1.6	0.0	2019-05-31

Source : [Comptoir National de l'Or](#)

2. Les stocks de devises



Source : [IMF, Composition of Official Foreign Exchange Reserves.](#)

entreposé à l'étranger (Allemagne, Pays Bas, Belgique, Suisse et même Venezuela), ou à freiner ces rapatriements (Etats-Unis), ou à accumuler chaque année un peu plus d'or dans leurs coffres (Russie, Chine) ! Bref, l'or n'a aucun avenir, mais mieux vaut en avoir chez soi, à tout hasard, semblent penser les dirigeants des Banques centrales. Ils doivent quand même bien avoir une petite idée derrière la tête ! (LA CRISE N°38, page 18).

Et, en effet, le tableau de l'Encadré sur les réserves d'or des Banques centrales indique sur les 12 derniers mois – soit juillet 2018 à juillet 2019 - de fortes augmentations des stocks russe, chinois, kazakh, ouzbek, indien, polonais. A croire que ces pays, et bien d'autres, s'attendent à la fin de l'ordre monétaire international et s'y préparent, pensant que l'accumulation d'un stock d'or important leur assurera une position de force dans le processus de reconstruction. Certes, les Etats-Unis ne sont pas demandeurs d'une telle fin d'un système qui fait de leur monnaie nationale la monnaie internationale par excellence. Cette situation leur assure l'avantage considérable – que dénonçait déjà le Général De Gaulle - de pouvoir payer leurs importations dans leur propre monnaie nationale et d'inciter les détenteurs étrangers de dollar à venir couvrir les déficits budgétaires américains en achetant des Bons du Trésor américain, réglant ainsi en un seul processus le problème des déficits jumeaux (commercial et budgétaire) : un déficit commercial indolore puisque réglé dans une monnaie nationale qui revient au pays pour couvrir le déficit budgétaire, la vie est belle, peut-être trop belle pour durer indéfiniment, et d'aucuns commencent à s'inquiéter de la capacité future des Etats-Unis à assurer le service de la dette si un mouvement de défiance à l'égard du dollar se faisait jour. Mais, jusqu'à présent, faute d'alternative crédible au dollar, les tentatives de remettre en cause cet ordre monétaire international en restent au stade de velléités. L'Euro n'est pas un concurrent sérieux tant les doutes sur la pérennité de la zone sont forts (Grèce hier, Italie aujourd'hui), et surtout faute d'un marché obligataire unifié : en effet, seul un tel marché unifié de la dette européenne pourrait offrir une alternative aux Bons du Trésor américains dont la taille du marché permet une liquidité inégalée et attire donc les excédents commerciaux accumulés par les pays pétroliers et les grands manufacturiers comme la Chine hier et l'Allemagne aujourd'hui. Les systèmes alternatifs de paiements internationaux (autour du Yuan ou du Rouble) ne dépassent pas le niveau du troc binational, et la tentative euro-iranienne de contourner les sanctions américaines prêterait à rire si le sujet n'était pas aussi grave.

Toutefois, pour assurer la pérennité d'un ordre monétaire international qui les avantage, les Etats-Unis n'ont pas de pire ennemi qu'eux-mêmes, menés par leur pyromane en chef, Donald Trump ! Car trop c'est trop, et l'abus d'extraterritorialité de la loi américaine pourrait bien conduire à la formation d'un front du refus face à l'hégémonie du dollar. En effet, les Etats-Unis, arguant, quand ça les arrange, du fait que le dollar est leur monnaie nationale, veulent interdire son utilisation dans des transactions internationales entre entités non américaines lorsque ces transactions sont prohibées par les lois américaines dans le cadre des sanctions internationales édictées par Washington. Les contrevenants s'exposent à de lourdes sanctions financières, sous formes d'amendes pouvant atteindre des milliards de dollars (9 milliards pour la BNP en 2014, pour non-respect de l'embargo sur l'Iran). Refuser de payer reviendrait

à se voir privé d'accès au marché américain : de quoi réfléchir, pour toute firme internationale présente sur le marché américain, et pour tout dirigeant de cette firme qui risque un mandat d'arrêt international émis par la justice américaine. Le dossier iranien, suite aux mesures unilatérales prises par Trump pour dénoncer l'accord nucléaire multilatéral, constitue à nouveau un exemple emblématique de l'hégémonie monétaire américaine et devrait débrider les imaginations quant à un système de paiements internationaux libéré des humeurs de la Maison Blanche. La solution ne viendra sans doute pas d'une autre monnaie nationale (ni Euro, ni Yuan), ni d'une reconstruction sous l'égide du Fonds Monétaire International (que les Etats-Unis quitteraient si nécessaire, comme ils menacent de quitter l'OMC) sous forme d'un étalon monétaire international composite (panier de devises ou panier de matières premières dont l'or) mais plus probablement d'une construction originale associant la technologie monétaire la plus récente (la [blockchain](#)) et l'actif monétaire le plus ancien, l'or : en quelque sorte une crypto-monnaie adossée à et sécurisée par un stock d'or. Comme je l'ai expliqué dans [Fake news à gogo \(LA CRISE N°41\)](#) les crypto-monnaies actuelles (type bitcoin) ne remplissent pas correctement les fonctions d'une monnaie complète, en particulier la fonction de réserve de valeur du fait de la volatilité des cotations, non appuyées sur des indicateurs économiques réels jouant un rôle de force de rappel à la hausse comme à la baisse. Mais adosser une crypto-monnaie à un stock d'or ou à un étalon composite de matières premières pourrait changer radicalement la donne et contribuer à libérer le Monde de la dictature monétaire américaine, surtout s'il s'agissait d'une construction interétatique de plusieurs Banques centrales¹ ouverte à de nouveaux participants. Le simple fait que cette perspective puisse se dessiner est assurément un facteur de dislocation de l'ordre international établi au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale. Et c'est là que la montée en puissance des stocks d'or de certains Etats doit être regardée attentivement, en tant qu'indice de leur capacité à promouvoir ou à participer à un système d'échange international échappant à l'hégémonie du dollar.

Trump dynamiteur de l'ordre commercial international ! C'est assurément sur le terrain commercial que la dislocation de l'ordre international est la plus avancée : le Président des Etats-Unis en est le grand dynamiteur. Sans doute avez-vous entendu parler des frasques douanières de Donald Trump qui tweete matin, midi et soir ses oukazes augmentant les droits de douanes sur les produits chinois, les automobiles européennes ou les vins français. Ces escarmouches douanières sont quotidiennes, suivies de contre-ordres ou de reports plus ou moins longs. Par contre, vous n'avez sans doute pas encore lu dans les journaux ou entendu à la télé, mais je me dois de vous en informer, que, sauf rebondissement de dernière minute, l'acte de décès de l'Organisation Mondiale du Commerce devrait être

¹ Peu après que j'écrive ces lignes vers la mi-août, lors de la réunion des banquiers centraux à Jackson Hole, le gouverneur de la Banque centrale britannique, Mark Carney, dans un discours du vendredi 23 août qui a été l'événement majeur de cette réunion, dénonçait le rôle déstabilisateur du dollar dans l'économie mondiale et déclarait que les Banques centrales pourraient devoir créer leur propre monnaie de réserve de remplacement, sous forme d'une monnaie digitale (Source : [The Guardian 23/08/19](#)). Tiens donc... si de tels propos sont tenus maintenant dans des discours publics par des responsables de premier plan c'est bien que le dossier évolue plus vite qu'on aurait pu l'imaginer ! Mais si un tel projet était mis à exécution, le dollar deviendrait une monnaie nationale comme une autre, et le Monde regarderait la dette américaine avec un œil nouveau... qui pourrait bien être l'œil d'un cyclone !

signé fin 2019. Mais peut-être ne vous en apercevrez-vous même pas car le même jour le GATT² va ressusciter... vous laissant penser que rien n'a changé.

Comment rétrograder l'OMC en GATT ? Tout simplement en effaçant du paysage la grande innovation institutionnelle qui a transformé la nature de l'organisation multilatérale commerciale. Il s'agit de l'ORD, Organe de Règlement des Différends (pour une description détaillée, reportez-vous à [la page du site de l'OMC traitant de cet organe](#)). Contrairement au GATT qui l'a précédé, l'OMC n'est pas un simple instrument de négociations commerciales visant à organiser la libéralisation du commerce international. A travers son ORD, l'OMC devient l'arbitre des pratiques commerciales nationales effectivement constatées et de leur conformité aux engagements des différents pays. Si un pays s'estime lésé par les pratiques commerciales d'un de ses partenaires, membre lui aussi de l'OMC, il peut saisir l'ORD qui mettra en place un groupe d'experts chargé d'instruire le dossier et de rédiger des recommandations de solutions (570 différends ont été soumis à l'ORD depuis 1995). En cas de désaccord persistant entre les parties au différend, un organe d'appel va être saisi, composé de sept juges professionnels nommés pour un mandat de 4 ans renouvelable une fois (de 1995 à 2018, 166 différends sont montés jusqu'à l'organe d'appel). Au terme de la procédure d'appel, l'ORD peut lancer à l'Etat récalcitrant n'acceptant pas le jugement une injonction de mise en conformité, et *in fine* déterminer le niveau des représailles commerciales qu'elle autorise le pays plaignant à prendre à l'encontre de son partenaire condamné (à fin 2018, 15 différends se sont soldés à ce niveau maximal).

En général les Etats-Unis n'aiment pas les tribunaux internationaux (tel que le Tribunal Pénal International dit TPI), qu'ils considèrent comme une atteinte à leur souveraineté dont ils ont une approche quelque peu exacerbée, revendiquant de faire ce qu'ils veulent où ils veulent, certes dans le respect de leurs propres lois, mais certainement pas des lois des autres, fussent-elles internationales. Trump, en particulier, n'aime pas l'ORD qui pourrait lui créer des difficultés dans la conduite de ses guerres commerciales menées en dehors des bonnes pratiques commerciales qui devraient avoir cours entre membres de l'OMC. Dès lors se pose une question quasi existentielle pour les Etats-Unis : comment faire pour ne pas être condamné par l'ORD ? En fait, la solution est simple : empêcher l'ORD de fonctionner³. De plus la solution est facile à mettre en œuvre et l'exécution du plan a commencé sous Obama. Mais maintenant avec Trump aux commandes, ce plan arrive à sa phase décisive. Les juges de

² Le GATT (*General Agreement on Tariffs and Trade*) est à l'origine en 1947 un simple accord commercial multilatéral, faute de consensus international pour mettre sur pied une véritable organisation du commerce international comme l'envisageait la Conférence de La Havane. Mais les nécessités de coordination et de préparation des cycles de négociation déboucheront sur une organisation *de facto* dans la continuité de laquelle l'OMC s'inscrira lors de sa création en tant qu'organisation internationale pleine et entière, avec des compétences élargies, dont l'arbitrage des différends.

³ Pour aller plus loin sur ce dossier de la paralysie de l'ORD vous pouvez lire une brève synthèse publiée sur le site La finance pour tous, [Ce que les Etats-Unis reprochent à l'organe d'appel de l'OMC](#). Ou bien vous plonger dans un document plus ambitieux : Policy paper N°225, Mai 2018 de l'Institut Jacques Delors, [Sauver l'Organe d'Appel de l'OMC ou revenir au Far West commercial](#).

l'Organe d'Appel doivent être nommés à l'unanimité des membres de l'OMC : il suffit que les Etats-Unis refusent tout candidat, quel qu'il soit, pour qu'au bout d'un certain temps le nombre minimal de 3 juges pour instruire une affaire ne puisse plus être atteint, et donc pour que cet organe d'appel ne soit plus en état de fonctionner et que le 11 décembre 2019 à 00h (fin du mandat d'un des juges), *abracadabra*, le Carrosse de l'OMC redevienne la Citrouille du GATT !

Le contentieux des Etats-Unis avec l'OMC ne se limite d'ailleurs pas au seul domaine du traitement des différends commerciaux et concerne aussi le statut des pays en développement au sein de l'organisation, comme l'explique l'Encadré N°3 en page suivante. Il faut reconnaître que sur ce deuxième thème les Etats-Unis sont loin d'avoir tort et que si une sérieuse réforme n'est pas menée à bien, incluant également le troisième thème que constitue la propriété intellectuelle, ce n'est pas seulement le rutilant Carrosse de l'OMC qui disparaîtra mais aussi la vieille Citrouille du GATT, c'est-à-dire toute idée d'un ordre commercial multilatéral, remplacé par des relations strictement bilatérales, le « multi-bilatéralisme » en quelque sorte.

Voilà donc l'état des lieux du désordre institutionnel international que l'on peut dresser en cette fin 2019, bien loin de l'ordre international qui s'était imposé au sortir de la deuxième Guerre mondiale, renforcé encore par la chute du rival soviétique qui sous son avatar russe a même fini par rejoindre l'OMC. Ce désordre ambiant, particulièrement net en matière monétaire et commerciale, est exacerbé par l'inconstance tous azimuts des Etats-Unis dans leurs engagements internationaux qui peut laisser à penser que le Reste du Monde ne signe pas des accords avec un Etat américain mais avec un Président américain et que cet accord n'engage pas son successeur. La sortie des Etats-Unis de l'accord de Paris sur le climat puis la sortie de l'accord sur le nucléaire iranien assortie de sanctions pour les firmes qui continueraient à commercer avec l'Iran fragilisent plus la position internationale des Etats-Unis qu'elle ne la renforce. Pour pasticher François I^{er} et son propos politiquement très incorrect sur les femmes⁴ on pourrait dire : *Souvent Etats-Unis varient, bien fol est qui s'y fie*. Quant à la pitrerie trumpienne du rachat du Groenland... elle en dit long sur le mépris des peuples qui anime cet individu : si l'on pense à la doctrine américaine d'émancipation des peuples et de soutien à la décolonisation, au lendemain de la Deuxième Guerre, on ne peut que constater que l'Après-guerre est vraiment fini, et que les Etats-Unis se vautrent dans la fange d'une idéologie que l'on croyait étrangère à leur essence historique de nation libérée d'un joug étranger !

⁴ Selon Historia.fr : « François I^{er} est réputé pour mener une vie amoureuse débridée. Désireux de laisser une trace de son dépit après le changement d'humeur de l'une de ses nombreuses conquêtes, il aurait gravé ces deux vers : « Souvent femme varie, / Bien fol est qui s'y fie », sur la fenêtre de sa chambre à Chambord ».

Encadré N°3

GATT, OMC et pays en développement

Le multilatéralisme commercial instauré par le GATT au sortir de la Deuxième Guerre mondiale s'est à l'origine fondé sur deux principes essentiels : la non-discrimination et la réciprocité. La réciprocité vise une symétrie des concessions tarifaires et non tarifaires dans le processus de libéralisation commerciale : la libéralisation de l'un n'est supportable dans ses inconvénients que parce que la libéralisation des autres lui offre des avantages, lui ouvre des marchés. La non-discrimination repose sur deux piliers :

- l'égalité de traitement entre les nations avec la clause de la Nation la plus favorisée (NPF) qui étend à toute nation qui en bénéficie les avantages commerciaux accordés à une autre.
- la clause du traitement national qui interdit de traiter différemment les produits nationaux, une fois que ceux-ci ont franchi la frontière et s'y sont acquittés de leurs formalités douanières.

A priori ces deux principes interdisent l'octroi de concessions qu'un pays accorderait à un ou plusieurs partenaires commerciaux sans vouloir ou sans pouvoir les étendre à tous. Mais dès l'origine du GATT, ses statuts prévoient dans leur article 4 une première exception au principe de non-discrimination au profit d'accords régionaux (libre-échange ou union douanière). Par contre il faudra attendre plus de 20 ans pour que soit instaurée en 1969 une exception au principe de réciprocité qui permettra enfin que des pays développés accordent des avantages aux pays en développement sans bénéficier de compensations en contrepartie.

Dans le cadre de cette exception au principe de réciprocité, l'Union Européenne, les Etats-Unis, le Japon et le Canada adopteront des Systèmes Généralisés de Préférences (SGP) accordant des avantages tarifaires aux pays en développement, étant entendu que chaque pays initiateur d'un SGP est libre d'en fixer la liste des bénéficiaires à l'origine, puis de la faire évoluer en fonction de son appréciation de l'évolution des niveaux de développement.

L'OMC (1995) a mis en place un Traitement Spécial et Différencié (TSD) en faveur des pays en développement, TSD renforcé pour les Pays les Moins Avancés (PMA), au nombre de 47 selon la [liste établie par l'ONU](#), dont 36 sont membres de l'OMC). Si une liste officielle des PMA existe bien en bonne et due forme, aucune autorité n'est chargée d'établir une liste des pays en développement bénéficiant du TSD, avec les avantages afférents (délais allongés pour la mise en œuvre des engagements, aides diverses, pour en savoir plus [c'est ici](#)) : on n'est pas désigné pays en développement... on se proclame pays en développement, d'où de gros problèmes aujourd'hui, et les Etats-Unis ont tout à fait raison de s'élever contre cette situation qui aboutit à ce que 136 pays sur les 164 membres de l'OMC se réclament de ce statut, dont les grandes puissances que sont la Chine et l'Inde ou de petits pays à très hauts revenus par tête comme Singapour, le Koweït, les Emirats, le Qatar, Hong Kong, Brunéi et Macao ou bien encore des membres du G20 comme le Mexique, la Turquie ou la Corée du Sud. D'où « la toute récente proposition américaine consistant en une déchéance automatique de ce statut pour les pays devenant membre de l'OCDE, ceux catégorisés en haut revenu par la Banque Mondiale, les membres du G20 ou ceux qui disposeraient d'une part de 0,5% du commerce mondial. En pratique la proposition américaine aboutirait à sortir 35 pays de la catégorie des PED » (source : [Direction Générale du Trésor](#), février 2019).

2. Vers un nouvel ordre international : avec ou sans Thucydide ?

Donc l'Après-guerre est fini ! Et alors ? Qu'est-ce qui vient après ? Si l'on en croit l'expérience européenne des XIX^e et XX^e siècles, la Guerre est suivie de l'Après-guerre (domination du vainqueur), de l'Entre-deux guerres (les adversaires se regardent en chiens de faïence), de l'Avant-guerre (montée des tensions) puis de la Guerre suivante qui débouchera sur un nouvel ordre international, en fonction du vainqueur. Je ne saurais trop vous dire si aujourd'hui nous en sommes à un Entre-deux guerres déjà bien avancé ou à un Avant-guerre encore contrôlable. Mais, ne peut-on pas envisager de sortir de ce cycle infernal et de reconstruire un ordre international sans passer nécessairement par la case Guerre. Plusieurs arguments pourraient militer dans ce sens. Encore faudrait-il que les plus grands acteurs internationaux veuillent bien se prêter à un jeu coopératif et privilégient donc une approche multilatérale de préservation et de valorisation des intérêts et des biens communs plutôt qu'à une confrontation d'approches unilatérales qui déboucherait nécessairement sur des dégâts majeurs. Bref, pas facile de savoir vers quel nouvel ordre international nous allons, dans un vaste imbroglio d'enjeux, de défis et de contraintes contradictoires. Autant dire que plusieurs scénarios sont possibles et espérons donc que Thucydide ne sera pas nécessairement le héros de l'Histoire avec un n-ième *remake* de la Guerre du Péloponnèse !

2.1. L'imbroglio des enjeux, défis et contraintes d'un nouvel ordre international

Les plus optimistes vous diront que la situation mondiale actuelle est bien différente de celle qui a conduit aux enchaînements débouchant sur les deux Guerres mondiales. En effet la globalisation économique qui prévaut aujourd'hui peut être interprétée comme un facteur de limitation des conflits à travers l'interdépendance des nations qu'induit la division internationale des processus productifs. Les biens manufacturés aujourd'hui ne sont plus *made in France, made in China ou made in USA* : ils sont *made in World*, à travers des chaînes de valeur plurinationales. Les produits agricoles sont échangés à très longue distance et le cours du porc en Bretagne dépend des conditions du marché en Chine, comme on le voit actuellement avec la peste porcine en Asie... divine surprise pour l'éleveur breton. Dès lors les perturbations liées à un conflit vont affecter tous les pays engagés et toutes les firmes impliquées dans ces chaînes de valeur éclatées et ces marchés mondialisés. Les firmes ne seraient plus nationales mais plurinationales, à travers l'implantation de leurs unités de production et à travers aussi de leur actionnariat, et se situeraient donc dans des problématiques très éloignées des firmes nationales du début du XX^e siècle dont les intérêts pouvaient se confondre avec ceux d'Etats belliqueux cherchant à étendre leur contrôle à de nouveaux territoires. Le libre-échange viendrait donc modifier radicalement l'approche que l'on doit avoir des relations internationales. L'argument serait peut-être décisif si la mondialisation ne faisait que des gagnants, mais c'est loin d'être le cas comme on peut le voir dans l'analyse fine de la mise en œuvre des accords commerciaux, avec des gagnants (discrets) et des perdants (bruyants) : si des mécanismes fiables permettaient d'indemniser les perdants avec une partie des gains des gagnants, tout serait pour le mieux dans le meilleur des mondes possibles, mais ce n'est pas le cas. Dès lors, des coalitions de perdants peuvent

déboucher sur des choix politiques qualifiés de populistes, la mise en place de gouvernements et la mise en œuvre de politiques nationalistes, à la recherche de boucs émissaires, politiques dont on sait historiquement qu'elles ne sont pas des facteurs de paix. Quant à l'idée que les firmes ne seraient plus nationales, il suffit de voir l'empressement de Trump à défendre ses GAFA contre les maudits français qui veulent les taxer pour se persuader du contraire !

Mais si vous êtes toujours aussi optimiste, vous pouvez vous persuader que nécessité faisant loi, les immenses défis que nous avons à relever ne peuvent être affrontés que par une communauté internationale faisant bloc. Il est certes vrai que le défi climatique de limitation du réchauffement et d'adaptation à ce réchauffement ne peut être géré que par des politiques nationales convergentes, autour d'une limitation des émissions de carbone tendant le plus vite possible vers une neutralité carbone. La conclusion de la COP 21 à Paris commençait à esquisser des pas positifs dans cette direction, mais, patatras, sont arrivés Trump puis Bolsonaro et voilà deux grands pays qui sortent de cet accord (*de jure* pour les États-Unis et *de facto* pour le Brésil) et caressent dans le sens du poil les lobbys proCO₂ du charbon et du pétrole ou de l'agrobusiness, même si tous les acteurs de ces pays ne renoncent pas aux engagements climatiques.

Outre la contrainte climatique, la définition d'un nouvel ordre international doit gérer bien d'autres enjeux contradictoires qui ne vont pas spontanément dans le sens de l'allègement de la contrainte climatique. Intimement liées, les contraintes démographiques et alimentaires vont peser lourdement sur les choix à faire. La viabilité des sociétés humaines et le maintien de perspectives pacifiques supposent de contenir l'évolution démographique dans des marges étroites entre un accroissement ingérable en termes de ressources à mobiliser et une décroissance tout aussi ingérable en termes de déséquilibres générationnels, débouchant sur des ratios actifs / inactifs hors de portée de tout système de financement des retraites et de la dépendance. Les impératifs alimentaires rendent impossible d'envisager sérieusement de baisser les rendements agricoles, même si une évolution vers une alimentation moins carnée peut sembler judicieuse tant du point de vue de la Santé publique que de la gestion rationnelle des ressources agricoles. Car en matière agricole, le problème n'est pas de jouer à la dinette avec Marie-Antoinette dans la ferme du Château de Versailles, le problème est de servir 15 milliards de repas par jour aujourd'hui et demain 20 milliards. Prétendre le faire sans engrais et sans pesticides avec la baisse des rendements induite, relève de la fumisterie, même s'il est souhaitable de promouvoir

- l'utilisation raisonnée des intrants agricoles, facilitée par les évolutions technologiques (cartographie fine des sols, utilisation des drones, pilotage intelligent des épandages suivant des relevés GPS préalables)
- la sélection ou la modification d'espèces (variétés végétales ou races animales) mieux adaptées à la nouvelle donne climatique, permises par les avancées biotechnologiques.

L'avenir d'une agriculture adaptée aux exigences écologiques, alimentaires et sociales de la période est dans l'avancée technologique et certainement pas dans le retour à la première Révolution agricole du XVIII^e siècle. On devrait imposer à nos écologistes purs et durs un stage intensif de désherbage manuel : ils regarderaient peut-être le glyphosate avec un autre

œil et n'exigeraient pas son interdiction totale avant de disposer d'un remplaçant aussi efficace et dont une moindre toxicité serait scientifiquement établie !

Les enjeux démographiques sont aussi financiers, à travers le financement des systèmes de retraites. Les retraites par répartition, là où elles existent et notamment en France, supposent un équilibre générationnel stable incompatible avec de fortes décroissances démographiques comme on doit l'anticiper en Chine (en dépit de la fin de la politique de l'enfant unique) mais aussi au Japon, en Allemagne, en Italie ou en Espagne. Espérer combler le déficit démographique par les migrations pose un autre problème, celui d'une hétérogénéité culturelle souvent mal vécue par les populations autochtones, renforçant les mouvements populistes et les tensions nationalistes qu'ils suscitent, tout en sachant que des défis migratoires (intra-nationaux et intracontinentaux pour l'essentiel, et intercontinentaux à la marge) vont se poser, notamment en termes de migrations climatiques. Les reports d'âge de départ à la retraite, avoués ou déguisés par des pénalités, sont une partie de la solution au problème, mais ne le règle pas pour autant car le volet de la capitalisation est particulièrement fragile. Le bon fonctionnement des régimes de retraites par capitalisation est tributaire de la capacité des fonds de pension à gérer une épargne à long terme d'une manière rentable et sûre : actuellement ni la rentabilité ni la sûreté ne sont au rendez-vous ! La faiblesse des taux d'intérêt, voire leurs niveaux négatifs, condamne à des rendements de misère, sauf à prendre des risques démesurés dans les produits financiers spéculatifs d'un [shadow banking](#) hors de tout contrôle et de toute régulation. Et apparaît ainsi une contrainte spéculative qui obère toute projection vers l'avenir : la Finance est organisée pour la spéculation à court terme à son plus grand profit immédiat (produits dérivés = 10 fois le PIB mondial, pas besoin d'un gros pourcentage de commissions pour faire fortune !), pas pour garantir un pouvoir d'achat à un horizon 20 ou 30 ans. Si Marx disait qu'avec le capitalisme industriel tout devient marchandise (y compris le travail) on peut dire aujourd'hui qu'avec le capitalisme financier exacerbé tout devient spéculation. Il importe donc d'inculquer à la Finance une culture du long terme qu'elle semble avoir totalement perdue de vue.

Et ne comptez surtout pas sur les économistes pour vous aider à résoudre le problème : ils ne savent même plus où ils habitent, pour la plupart noyés dans l'ésotérisme académique d'une microéconomie mathématisée, incapables de rendre compte des enjeux macroéconomiques résultant des actions effectives d'agents économiques bien réels. Il est vrai que les phénomènes économiques que nous vivons sont déroutants.

Pourtant les choses ne sont pas si compliquées que ça ! Bien des économistes semblent tomber des nues en constatant qu'il n'y a pas d'inflation notable sur les biens et services, en dépit d'une création monétaire forcée depuis plus de 10 ans et de taux d'intérêt plus bas que jamais (quand ils ne sont pas négatifs), réponse des banquiers centraux à la crise financière. Mais ce n'est pas vraiment une surprise. Pour qu'il y ait excès de demande de biens et services, encore faudrait-il que ces liquidités atterrisent dans les budgets des ménages. Or il n'en est rien : ces liquidités restent cantonnées dans le secteur bancaire officiel et le [shadow banking](#) ou dans les entreprises. Elles servent à spéculer sur les produits financiers ou bien à des rachats d'actions par les entreprises émettrices pour en faire monter les cours, pour le plus

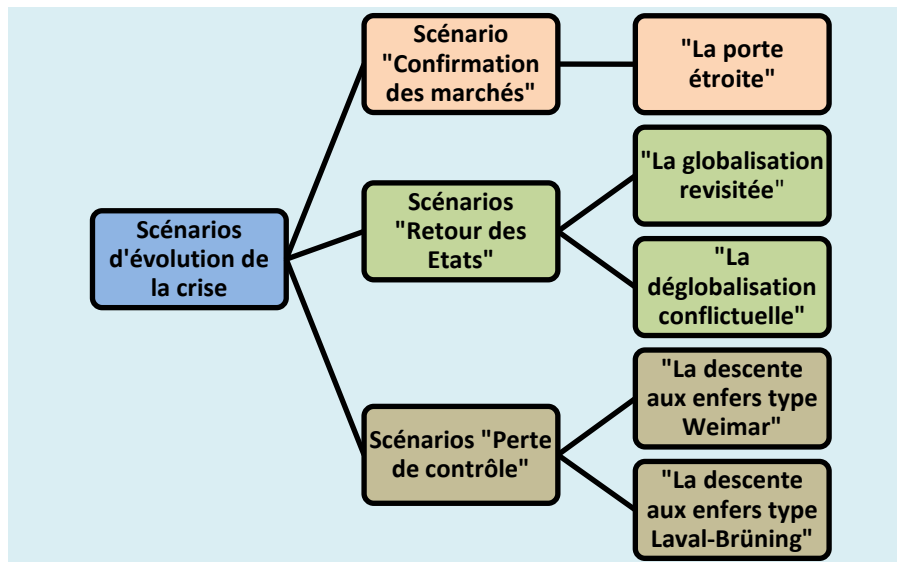
grand profit des dirigeants qui en ont reçu des paquets à titre de rémunération complémentaires. Et de l'inflation il y en a bien mais pas là où on la cherche habituellement. Elle n'apparaît pas sur les biens et services mais sur les actifs financiers et immobiliers depuis plusieurs années et pourrait bien se propager aux métaux (or et argent), si la panique venait à s'emparer d'un monde de la finance effrayé par ses propres turpitudes et se réfugiant sur les plus vieux actifs monétaires que sont les métaux précieux dont les marchés viennent de se retourner à la hausse. Mais on ne peut pas totalement exclure que les banques centrales, effrayées par leur incapacité à relancer les économies réelles, ne soient pas conduites à déverser leurs liquidités directement sur les ménages par des dotations monétaires gratuites aux ménages (incroyable et peu probable tant ce serait une révolution dans les politiques monétaires, mais néanmoins concevable) soit plus probablement par le biais des politiques budgétaires *via* un financement inconditionnel de déficits publics non comptabilisés dans les dettes des Etats (donc non remboursables aux Banques centrales et gravés pour l'éternité dans leurs bilans) et servant à des réductions d'impôts des Ménages⁵. En matière de politiques économiques, l'imagination est au pouvoir et rien ne peut être exclu lors du prochain épisode un peu aigu de la crise dans laquelle nous sommes empêtrés depuis 10 ans, tant les moyens conventionnels puis non-conventionnels se sont avérés être des pétards mouillés. Dans cette hypothèse l'inflation ne devrait pas tarder à reprendre son cours normal, en s'appliquant aux biens et services, dans une débauche (espère-t-on !) de demande : pas très bon pour le climat tout ça, qu'en penses-tu Greta... depuis ton voilier écolo qui nous vaut plus de CO₂ que si tu avais pris l'avion !

Nous vivons donc une période passionnante ! Tout est dans tout, et réciproquement : la finance est dans le climat, l'inflation est dans le niveau de la mer, l'idéologie écolobscurantiste voudrait être dans les rendements agricoles, la démographie est dans l'assèchement des retraites... chaud, chaud, chaud devant ! Malheureusement tout ceci n'est pas une poésie inédite de Prévert mais la réalité complexe, interactive et contradictoire dans laquelle un nouvel ordre international va devoir se reconstruire, pour le meilleur ou pour le pire. L'ancien ordre est structurellement à bout de souffle et doit se renouveler dans une période de crise économique profonde et de bouleversements technologiques puissants qui amplifient l'asphyxie du modèle précédent. Autant dire que la prospective du nouvel ordre est quelque peu délicate et ne peut s'envisager qu'à travers plusieurs scénarios. Ça tombe bien, je vous avais déjà exposé quelques scénarios il y a 7 ans. Voyons ce qu'on peut encore en tirer. On ne va tout de même pas en refaire des nouveaux : Greta ne serait pas d'accord... il faut militer pour la durabilité des produits et, d'ailleurs, ces scénarios n'ont pas été conçus dans une logique d'obsolescence programmée !

⁵ Je me dois de rassurer mes lecteurs. Non je ne suis pas tombé sur la tête et je n'ai pas non plus fumé des produits illicites pendant l'été et reste sain de corps et d'esprit. Je peux comprendre que ces quelques lignes puissent sembler totalement psychédéliques à des lecteurs non avertis, mais elles ne font que synthétiser à grands traits des débats entre spécialistes du domaine et des réflexions de banquiers centraux angoissés par l'évolution de la situation économique mondiale. Les lecteurs un peu plus avertis auront sans doute reconnu le fameux [hélicoptère monétaire](#) cher à Milton Friedman puis à Ben Bernanke (voir cet [article du 23/08/2019](#) dans Les Echos).

2.2. Globalisation revisitée ou déglobalisation conflictuelle : retour sur scénarios.

C'est toujours une épreuve pour un auteur que de relire des prévisions ou une prospective écrites plusieurs années avant, car si à l'époque de l'écriture elles concernaient l'avenir, les années passant ... elles finissent par concerner le présent, redoutable épreuve de vérité ! C'est ainsi qu'en 2011 j'ai publié plusieurs articles articulant des scénarios d'évolution de la crise et que la version la moins académique et néanmoins la plus aboutie de cette réflexion prospective a été présentée dans [LA CRISE N°20, juillet 2012, « La porte étroite »](#), sous le titre (2^e partie) « Cinq scénarios d'évolution de la crise ». Finalement cette relecture n'a pas été trop pénible... si je peux me permettre cette remarque d'auto-satisfaction ! Car dans l'ensemble je ne me suis pas trop trompé dans ma prospective, comme vous pourrez en juger dans l'annexe de cette chronique où sont reproduits ces scénarios en stricte version originale, articulés autour du tableau ci-dessous.



Certes, ces scénarios n'ont pas été conçus dans la logique du renouvellement de l'ordre international qui m'anime aujourd'hui mais dans celle de l'évolution de la crise économique et financière initiée en 2007 par les *subprimes* américains. Néanmoins, trois des cinq scénarios proposés s'intègrent immédiatement dans un raisonnement structurel sur l'ordre international : le scénario de confirmation des marchés dit de « La porte étroite », les deux scénarios de retour des Etats dits de « La globalisation revisitée » et de la « Déglobalisation conflictuelle ». Deux autres scénarios de perte de contrôle visent plus une période limitée dans le temps que l'émergence d'une nouvelle période historique : le scénario dit de « La descente aux enfers type Weimar » renvoie à un épisode hyper-inflationniste et de fuite devant la monnaie, et à l'opposé « La descente aux enfers type Laval-Brüning » se réfère à un épisode de déflation extrême. Déjà il y a sept ans je disais n'accorder qu'une très faible probabilité à ces deux scénarios, considérant que les Etats et leurs Banques centrales avaient les moyens, à travers les politiques budgétaires et monétaires, d'éviter ces situations extrêmes. Je ne pense pas avoir eu tort jusqu'à présent. Et si demain de fortes tendances à une des deux situations se faisaient jour, au prix d'innovations dans les politiques économiques auxquelles j'ai fait référence plus haut (page 17) et de profonds ajustements dans les paradigmes économiques

(qu'est-ce que la monnaie et comment se diffuse-t-elle dans le corps social, qu'est-ce que la dette des Etats, doit-elle être remboursée aux Banques centrales ?) on peut parier que ces phénomènes seraient contenus, sans toutefois avancer d'un iota sur la redéfinition d'un nouvel ordre international. Mais, les accidents n'étant jamais exclus, je me garderai bien d'attribuer une probabilité nulle à ces deux situations : l'une et l'autre nous conduiraient dans des situations économiques dramatiques qui ne pourraient qu'accentuer la conflictualité du monde... qui n'a vraiment pas besoin d'être boostée.

Dans les trois scénarios structurels de long terme, je n'accorde pas des probabilités équivalentes au scénario de confirmation des marchés (probabilité faible) et aux scénarios de retour des Etats (probabilité forte mais difficile de départager les deux). La confirmation des marchés serait une situation où les firmes seraient durablement les maîtres du monde, reléguant les Etats à des rôles subalternes. Bien souvent vous pouvez lire, exemples à l'appui, que le chiffre d'affaire, ou la capitalisation boursière de telle ou telle très grande firme multinationale est bien supérieur au PIB de nombreux pays : c'est vrai mais ça ne veut rien dire ! Ces agrégats sont de natures tellement différentes que les comparer n'a aucun sens sinon pour des journalistes en mal de titres accrocheurs. De plus, les firmes avec porte-avions, chars d'assaut et missiles de croisière sont assez rares à ma connaissance. Cette vision d'un monde de firmes débarrassées des Etats fait partie du mythe libéral redynamisé par la grande illusion de l'an 2000 : cette illusion c'est celle de l'entrée de la Chine dans l'OMC, avec des négociateurs occidentaux pas très inspirés et voulant couronner trop vite l'édifice institutionnel avec une adhésion chinoise, en croyant que le Père Noël avait élu domicile au siège du Parti Communiste Chinois avec dans sa hotte le respect de la propriété intellectuelle, l'indépendance des firmes chinoises vis-à-vis de l'Etat et autres fariboles. La désillusion fut cruelle : oui les firmes, y compris les plus grandes, ont des attaches nationales, leurs dirigeants sont soumis aux lois de leurs pays et peuvent à l'occasion faire un stop à la case prison, car il y a toujours des gendarmes. Et quand on voit Trump défendre ses GAFAs, on comprend que le cordon ombilical entre les Etats et les firmes n'est pas coupé, aussi énormes que soient devenues les firmes.

Les Etats sont de retour, en supposant qu'ils ne soient jamais partis, et ils vont dominer la scène mondiale dans les décennies à venir, au moins en fixant les règles du jeu et les faisant respecter à coups de sifflet et de matraques si nécessaire. Toute la question est de savoir s'il y aura une règle du jeu unique établie par un vaste consensus international, ou bien plusieurs, inévitablement conflictuelles dans leur coexistence. La règle du jeu unique vous donnera « La globalisation revisitée », la multiplicité de règles du jeu vous apportera « La déglobalisation conflictuelle ».

Atteindre une règle du jeu unique sera très compliqué, supposant notamment de redéfinir un nouvel ordre monétaire international dans lequel aucune monnaie nationale n'aurait un statut privilégié et un ordre commercial international dépassant les querelles actuelles autour des règlements des différends, de la propriété intellectuelle, du statut des pays en développement ou se proclamant tels, tout en réaffirmant les deux principes de base du multilatéralisme commercial que sont la réciprocité et la non-discrimination (clause de la Nation la plus

favorisée + traitement national) . Cette règle du jeu unique pourrait et devrait comporter des dispositions climatiques visant en particulier à atteindre la neutralité carbone. De même elle ne pourrait pas faire l'impasse sur les distorsions de concurrence liées aux législations environnementales et aux normes SPS (sanitaires et phytosanitaires), faute de quoi elle devrait accepter le maintien durable d'une exception agricole, c'est à dire que les marchés mondiaux agricoles et agroalimentaires resteraient fragmentés en plusieurs zones homogènes quant à ces réglementations. Bref, rude programme qui nécessiterait assurément de laborieuses négociations. Mais l'aventure mérite d'être tentée, faute de quoi on se dirige tout droit vers la déglobalisation conflictuelle c'est-à-dire la loi de la jungle selon laquelle les gros mangent les petits puis finissent par se dévorer entre eux. Quant au climat, n'en parlons même pas : autant il pourrait être au cœur d'une globalisation revisitée, autant il serait le cadet des soucis d'une déglobalisation conflictuelle qui n'aurait d'autre devise que « après moi le déluge » !

Malheureusement le scénario de la déglobalisation conflictuelle est le plus facile à mettre en place. Il suffit de suivre la pente des tensions monétaires et commerciales actuelles en laissant croire aux peuples qu'on sert leurs intérêts à long terme en se barricadant derrière des frontières hermétiques. L'Histoire nous enseigne les dangers de cette pente naturelle : elle conduit tout droit au désastre. En me référant à la légende de la photo de première page « Hiroshima : l'apocalypse et le renouveau », souvenir d'un passage récent dans ce lieu mémoriel symbolique du caractère belliqueux du dernier grand ajustement de l'ordre international, je conclurai cette chronique en disant qu'on a indispensablement besoin d'un renouveau de l'ordre international mais qu'on se dispenserait volontiers de l'étape apocalypse !

Espérons que Thucydide et Péloponnèse vont rester bien sagement à la niche !

Henri REGNAULT, le 29 août 2019

henri.regnault@univ-pau.fr

Diffusion de LA CRISE : le 12 Mai 2019, avant la mise en ligne du N°44, le compteur de LA CRISE était à 136945 ; il est à ce jour à 143055 soit 6110 connexions depuis cette mise en ligne. Pas de record battu ! C'était prévisible et annoncé : l'*[Economie Politique des Gilets jaunes](#)* ne pouvait pas concurrencer le numéro précédent (plus de 18.000 connexions), *[Pour vos actifs... fuyez le passif](#)*, numéro 100% *Et mes sous dans tout ça !*, toujours d'actualité d'ailleurs, encore un produit durable auxquels les nostalgiques de la rubrique *Et mes sous dans tout ça !* peuvent toujours se reporter en attendant un prochain numéro, peut-être plus près de nos sous ! Mais les voies de LA CRISE sont impénétrables, et même son auteur ne sait pas encore ce que sera le prochain numéro.

Annexe : reprise de LA CRISE N°20, 2012, Cinq scénarios de crise

Pour introduire nos scénarios, filons une métaphore aéronautique. Aujourd'hui, le mode normal de pilotage d'un avion en vol de croisière est le pilotage automatique : les ordinateurs de bord gèrent tous les paramètres... libérant ainsi les pilotes humains des tâches routinières. Mais, dès que les conditions sortent de la routine programmable, rien ne remplace le pilotage manuel et donc la reprise des commandes par le pilote humain. Si les pilotes sont capables de comprendre ce qui se passe et de prendre les décisions adaptées à la situation tout va bien, et c'est ce qui arrive dans l'immense majorité des cas... fort heureusement pour les passagers et les équipages ; s'ils ne sont pas état de comprendre la situation et ses enjeux, c'est la perte de contrôle et le crash du vol AF 447 Rio – Paris.

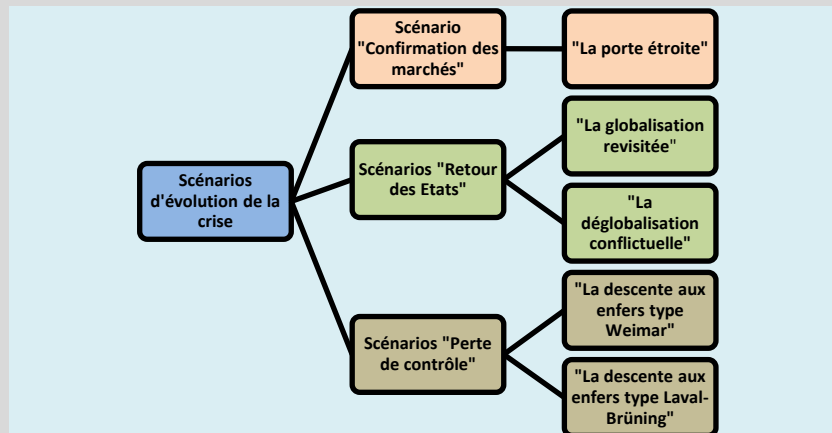
La grande crise que nous connaissons est l'échec du pilotage automatique des économies par les marchés. L'autorégulation des marchés s'avère être un miroir aux alouettes pour économistes borgnes, imbus d'une science économique modélisée autour d'hypothèses définissant un monde économique virtuel, et incapables d'une économie politique ancrée dans l'histoire des relations multidimensionnelles au sein des sociétés humaines effectives. Pour sortir de cette gigantesque crise, le retour au pilotage manuel est indispensable, et les pilotes ne peuvent être que les Etats qui, tout aussi imparfaits qu'ils soient, sont seuls aptes à prendre en compte la multi dimensionnalité des sociétés humaines, sans faire des hypothèses d'*Homo economicus* rationnel et autres fadaïses pour économistes en mal de carrières académiques déconnectées des réalités. Mais les Etats ne sont pas des *Deus ex machina* infaillibles, d'autant plus qu'ils ne sont pas neutres face aux intérêts de groupes de pression influents visant à orienter les décisions étatiques dans le sens de leurs intérêts particuliers, au risque d'induire des décisions préjudiciables à l'intérêt général. Dès lors, la perte de contrôle ne peut être écartée, et donc un crash majeur, dont la probabilité reste faible. Gardons-nous toutefois d'éliminer d'un revers de main cette possibilité de perte de contrôle et méfions-nous donc des queues statistiques gaussiennes supposées très plates : les financiers ont appris à leurs dépens que les queues épaisses... ça existe et que les événements extrêmes n'ont pas une probabilité tendant vers zéro.

Ces trois modalités du pilotage automatique par les marchés, du pilotage manuel par les Etats et de la perte de contrôle définissent les trois branches principales de nos scénarios d'évolution de la crise (voir schéma en page suivante) : scénario « Confirmation des marchés », scénarios « Retour des Etats », scénarios « Perte de contrôle ». Autant vous dire que pour moi la « Confirmation des marchés », alias « La porte étroite », est aussi peu probable que les scénarios de « Perte de contrôle » alias la « Descente aux enfers » dans ses deux versions « Weimar » ou « Laval-Brüning », mais rien d'improbable n'est impossible ! Les probabilités maximales s'agglutinent donc autour du « Retour des Etats » mais dans deux variantes significativement différentes : la globalisation revisitée (que j'ai appelé la reglobalisation dans des articles de ma production académique⁶) ou la déglobalisation conflictuelle, les deux cas de figure ne donnant pas le même paysage des relations internationales : apaisées et coopératives dans le premier cas (c'est le scénario optimiste, pas vraiment le plus probable même s'il n'est pas totalement hors de portée), tendues et non coopératives dans le deuxième cas (c'est le vrai scénario tendanciel). Aucun de ces scénarios ne peut prétendre être une image du futur car la réalité à venir peut panacher ces scénarios, en fonction de zones géographiques : la coopération pouvant l'emporter à des échelles spatiales limitées – espérons-le pour l'Europe - et la conflictualité à

⁶ REGNAULT H., 2011, La crise entre reglobalisation et défis technologiques, Annuaire français de relations internationales, La documentation française / Bruylant, p. 873-887.
REGNAULT H., 2010, [The Mediterranean: between globalisation, De-globalisation and Re-globalisation](#), in Med 2010, Mediterranean Yearbook, Barcelone, p.101-8

l'échelle mondiale), certains pays pouvant sombrer dans un scénario catastrophe alors que les autres restent en deçà.

L'évolution de la crise en cinq scénarios



Aucun de ces cinq scénarios n'est strictement impossible mais trois sont plus improbables que les deux autres.

La confirmation des marchés ou La porte étroite.

Le scénario le plus improbable est bien sûr la confirmation des marchés, c'est-à-dire la poursuite du monde tel que nous le connaissons depuis les trois dernières décennies, symbolisé par le consensus de Washington de l'ère reagano-thatchérienne. Ce scénario relève du conte de fée, à raconter à vos enfants angoissés par les infos sur la crise, dans le genre « *Dis Papa, est-ce que je serai chômeur quand je serai grand ? Pas de crainte mon petit : la main invisible du marché va arranger tout ça et si tu travailles bien à l'école tu auras un emploi rémunéré à la productivité marginale de ta profession !* »

Bien évidemment il ne s'agit pas de renoncer au marché comme mode de régulation et de gestion de l'essentiel des activités économiques réelles : il n'y a rien de tel que le marché pour décider du nombre à produire de paires de chaussettes jaunes en fil d'Ecosse pointure 43 (avec une planification centralisée vous n'auriez qu'une taille unique en coloris gris !). Et au-delà des chaussettes... il en va de même pour la quasi-totalité des biens et services. On peut être déjà plus critique sur ce qu'on appelait autrefois les monopoles naturels (les réseaux de distribution d'eau, d'énergie, de téléphone) même si je reconnais que la dissociation entre production (plusieurs opérateurs) et distribution (un seul réseau) n'a pas eu que des inconvénients et a lessivé quelques rentes de situation... à moins qu'elle ne les ait déplacées de salariés très abrités vers des actionnaires très avisés, sans que les consommateurs ne bénéficient toujours des gains de productivité.

Par contre en matière financière, vivement le retour à la séparation des banques de dépôts (et de crédit à l'économie réelle) d'avec les banques d'affaires : la situation créée par la libéralisation nous a conduit au grand n'importe quoi de la cupidité érigée en art de vivre pour quelques-uns et débouchant sur l'insécurité financière de la grande majorité. Et c'est bien là que se situe le nœud de la crise actuelle : on ne sortira pas de la crise par la porte étroite des marchés qui exigent que toute la dette soit honorée dans le pur respect des contrats. Non, les emprunts toxiques qui ont abusé les responsables des collectivités publiques ne peuvent et ne doivent pas être remboursés dans des conditions d'indexation incompréhensibles par des emprunteurs trompés par la roublardise de commerciaux méprisables à la solde de banquiers et d'actionnaires véreux. Non, les Etats à qui les marchés imposent des taux d'emprunts qui rendent impossible le service de la dette n'ont pas à assumer ce service et se doivent d'opter pour le défaut. La mise sous tutelle des marchés financiers est un impératif catégorique : la sortie de la crise par la porte étroite du respect des contrats est quasiment impossible

sauf à ce que les marchés financiers fassent preuve de rationalité en épousant l'intérêt général, autrement dit en niant leur nature profonde. En régime démocratique, ce sont les Etats qui sont encore les moins incapables d'approximer l'intérêt général. Voilà aussi pourquoi je crois peu aux recettes keynésiennes de sortie de crise par relance de la demande comme vient de le proposer le [manifeste lancé par Krugman](#), auquel je n'adhère pas, même si j'en partage l'essentiel de l'argumentaire, car je lui reproche l'incomplétude de l'analyse : nous ne sommes pas dans une crise conjoncturelle classique mais dans des blocages structurels liés aux dérives financières et aux normes de distribution des revenus. Il faut d'abord des mesures structurelles de régulation financière et de répartition de la valeur ajoutée, et ce n'est qu'ensuite ou simultanément que pourra se poser la question éventuelle d'une saine relance de l'activité... à supposer qu'elle soit nécessaire lorsque le parasitisme financier aura cessé (vaste programme !) et la distribution de la valeur ajoutée redéfinie (lourde tâche !). Si la porte est étroite aujourd'hui, ce n'est pas tant par manque de demande que par défaut de détermination dans la réforme structurelle. Toutefois, lorsque je parle de réforme structurelle, entendons-nous bien, je ne parle pas le même langage que les gnomes de la City ou de Wall Street et les libéraux forcenés de Bruxelles fussent-ils ex-maoïstes reconvertis : il s'agit pour moi de moins de marché et plus de régulation et non de moins de régulation et plus de marché ! Maudit français colbertiste !

Deux variantes de la perte de contrôle : la descente aux enfers type Weimar ou type Laval-Brüning.

Si vous parcourez régulièrement la blogosphère de crise, vous avez probablement découvert plusieurs sites où la catastrophe est à chaque coin de souris ou de clic (comparativement, mes lettres sont d'un optimisme béat !). Mais suivant les périodes (5 ans de crise déjà) et suivant les sites, la perte de contrôle peut prendre deux formes : l'hyperinflation (d'où la référence à Weimar) ou bien la grande déflation et l'effondrement de l'activité économique qui va de pair (d'où la référence à Laval en France et à Brüning en Allemagne). Quel que soit mon peu de sympathie et de considération pour ces sites catastrophistes et manipulateurs (car en général on vous oriente, d'une manière intéressée, vers des décisions financières supposées vous protéger), je dois admettre que ces scénarios ne sont pas impossibles, mais ils restent très improbables, même si leur probabilité d'occurrence me semble moins minime que le scénario de la sortie de crise par la porte étroite des marchés.

En mettant en avant des expériences historiques (Weimar ou Laval-Brüning), les tenants de tels scénarios présentés comme des certitudes inéluctables semblent oublier que les économistes (aussi critique que je puisse être vis-à-vis des dérives de la profession) et les décideurs politiques ne sont pas des débiles profonds et qu'ils sont imprégnés de ces précédents historiques. La plupart d'entre eux ne sont pas intrinsèquement pervers et n'ont pas envie de replonger le monde dans ces expériences extrêmes. Toutefois, on ne peut pas totalement exclure qu'une épidémie de « merkelite foudroyante » ou de « bernankite aigüe » ne frappe le monde ou certains pays, les plongeant dans la déflation ou dans la grande inflation :

- **La merkelite foudroyante**, virus très dangereux concocté dans des laboratoires de Berlin dissimulés sous la Chancellerie, transmis par des piqûres répétées d'austérité associées à la phobie des déficits, entraîne une mort par inanition très douloureuse. Elle se traduit notamment par des hallucinations à la baisse des prix conduisant le patient à reporter à plus tard tout acte d'achat ou d'investissement. Excessivement contagieuse, la merkelite doit être combattue vigoureusement et toutes les médications doivent être utilisées, notamment la décoction de fraises des bois et la navigation sur pédalo⁷ ! Mais,

⁷ Décryptage pour les non familiers de la politique française : François Hollande avait été traité de fraise des bois par Laurent Fabius (aujourd'hui Ministre des Affaires Etrangères !) et de capitaine de pédalo par Jean-Luc Mélenchon, candidat du Front de Gauche à l'élection présidentielle.

rassurez-vous, l'épidémie de merkelite commence à reculer, notamment grâce aux mesures sanitaires prises au dernier Conseil Européen de fin juin. Toutefois il est encore bien trop tôt pour proclamer l'éradication de la maladie, dont une pandémie pourrait resurgir à l'occasion des élections allemandes de 2013 si l'inventeur du virus était confirmé dans ses fonctions !

- **La bernankite aigüe** est originaire des Etats-Unis, diagnostiquée pour la première fois dans les bâtiments de la FED (Banque centrale). Maladie psychosomatique, elle se traduit notamment par un comportement compulsif de création monétaire (décrit par la faculté sous le nom de *Quantitative Easing* ou QE) et une dépendance psychologique vis-à-vis des banquiers qui conduit à accéder à toutes leurs demandes de sauvetage par injection illimitée de fonds. Mais, sans que cela soit encore certain, il se pourrait bien qu'une rémission puisse être constatée, évitant une troisième poussée de fièvre (QE 3). Toutefois il semblerait que la bernankite puisse s'acclimater aussi en Europe, sans que l'on sache encore s'il s'agit d'une contamination accidentelle à l'occasion de réunions de banquiers centraux ou d'une prédisposition génétique chez les banquiers centraux issus d'une lignée Goldman Sachs. Néanmoins, on ajoutera, pour relativiser le danger, que si les banquiers centraux savent injecter de la monnaie dans le circuit économique, ils savent aussi en retirer... même si on a du mal à imaginer Bernanke en train de manier l'éponge monétaire !

Affaire à suivre. Le plus grand risque que nous courons en matière de scénario catastrophe est que certains, en voulant combattre leur ennemi absolu, la déflation, ne dosent trop fortement le contrepoison et n'enclenchent un processus incontrôlable de fuite devant la monnaie, et que d'autres, en voulant combattre leur ennemi juré, l'inflation, ne nous plongent dans la déflation. Comme disait Paracelse, « Rien n'est poison, tout est poison, c'est la dose qui fait le poison » : là encore... une nouvelle porte étroite, entre sous-dosage inefficace et surdosage mortel.

Deux variantes du retour des Etats : la globalisation revisitée et la déglobalisation conflictuelle

Nous voici au cœur du sujet. Face aux limites des marchés en général et aux dysfonctionnements majeurs des marchés financiers en particulier, le retour au pilotage des économies par les Etats constitue une nécessité majeure, et je ne pense pas qu'aucune idéologie libérale puisse s'y opposer, même si des nuances dans les modalités de ce retour des Etats sont prévisibles en fonction des histoires et des cultures nationales (c'est encore plus compliqué lorsqu'il faut concilier des cultures nationales différentes, comme c'est le cas en Europe). Bien évidemment, ce retour au pilotage des Etats n'est pas le retour à une quelconque gestion directe des économies par les Etats mais bien le retour à une régulation assumée des économies par des lois, des règles et des normes et surtout le retour au contrôle effectif du respect de cette régulation. A partir de cette tendance générale, difficilement contournable et qui va clore la période ultralibérale reagano-thatcherienne qui se termine dans la débâcle financière, s'ouvre une bifurcation majeure qui définit deux avenir très contrastés, suivant que cette régulation nationale (ou régionale dans le cas européen) se fera en concertation internationale ou en confrontation internationale. Je ne suis pas d'un optimisme débordant et je crains plus la confrontation que je ne crois à la concertation. En clair, le scénario tendanciel me semble être celui de la déglobalisation conflictuelle, et le scénario optimiste, pour lequel il faut militer, celui de la globalisation revisitée.

La globalisation actuelle ne constitue pas un état du monde stable et durable. Fondée sur l'autonomisation des marchés par rapport aux Etats, elle débouche sur des déséquilibres majeurs (financiers, sociaux, écologiques...) que rien ne parvient à enrayer. Certes, une partie du monde en développement est parvenu dans ce cadre à améliorer son niveau de vie mais au prix d'une détérioration du niveau de vie des couches les plus défavorisées dans les pays développés, au bord de

ruptures violentes comme on a pu le voir, pas seulement en Grèce mais aussi dans les émeutes anglaises de l'été 2011. Le maintien des modèles sociaux du monde développé n'est pas compatible avec la mise en concurrence systématique de son appareil productif avec les pays émergents, et ce maintien des modèles sociaux est indispensable à la préservation des modèles démocratiques du monde développé.

L'erreur fondamentale de la reconstruction du monde post-Deuxième Guerre mondiale (facile à dire 60 ans plus tard !) aura été de dissocier la Conférence de Bretton Woods de la Conférence de la Havane, c'est-à-dire d'avoir voulu séparer la régulation monétaire internationale de la régulation commerciale internationale : c'est d'ailleurs le refus des Etats-Unis de créer un lien entre ces deux domaines qui a débouché sur l'échec de la Charte de la Havane et le renvoi à beaucoup plus tard (1995) d'une Organisation mondiale du commerce (OMC). Nous payons cette dissociation du monétaire et du commercial par d'énormes déséquilibres commerciaux et financiers internationaux qui ne sont pas étrangers à l'endettement des Etats. Dès lors, l'approfondissement de la libéralisation commerciale n'est plus à l'ordre du jour, comme le montre l'enlisement du cycle de négociations commerciales de l'OMC connu sous le nom de Doha Round. Des tensions protectionnistes se font jour et devraient s'accroître dans les mois et années à venir.

La grande question est de savoir si les directions politiques renouvelées ou confirmées en 2012 et 2013 (Russie, France, Chine, Etats-Unis, Allemagne...), avec les autres partenaires importants que sont le Brésil, l'Inde, le Japon, le Royaume-Uni... souhaiteront et parviendront ou non à définir une nouvelle donne commerciale et monétaire internationale permettant de réaménager la globalisation dans le sens de relations plus équilibrées, atténuant les déséquilibres commerciaux et monétaires internationaux.

Si oui, nous verrons se mettre en place et se cristalliser dans une grande conférence internationale type Bretton Woods, une globalisation revisitée, stabilisée, dans laquelle la concurrence entre les nations se fera dans un cadre pacifié et permettant de traiter positivement les questions économiques, sociales et environnementales d'intérêt commun, limitant la remontée du protectionnisme, favorisant l'adoption de normes communes, facilitant la reconstruction d'un système monétaire international autour de la mise en place d'un étalon construit, stabilisant l'endettement des grands pays débiteurs. Je veux bien y croire, d'autant plus que ce serait le meilleur scénario pour les peuples, mais avec circonspection et modération pour éviter les désillusions !

Si non, la remontée du protectionnisme sera beaucoup plus sensible entre grands blocs commerciaux échangeant moins entre eux, se confrontant sur les marchés périphériques pour les débouchés et pour les matières premières, adoptant des normes techniques et juridiques divergentes, se déchirant sur les parités monétaires. Ce serait ça la déglobalisation conflictuelle. J'y crois d'autant plus qu'on voit de grands acteurs mondiaux se préparer à une telle donne, avec Airbus, par exemple, produisant, au-delà de son ancrage européen, en Chine déjà et demain aux Etats-Unis ; ou bien la Chine lançant une guerre des [normes aéronautiques](#) avec l'Europe, après avoir restreint l'accès des pays occidentaux à ses [terres rares](#), vitales pour les industries de haute technologie. On est là, et on y est déjà, dans un scénario de confrontation : on sait où ça commence, on ne sait pas où ça fini, mais l'Histoire nous rappelle que ça peut finir très mal.

Finalement, en termes de probabilité d'occurrence, le vrai scénario catastrophe est bien ce scénario tendanciel de la déglobalisation conflictuelle.